



📍 Zones de santé (ZS) de Mweso, Katoyi, Kirotshé, Masisi

Territoire de Masisi

Province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo (RDC)

SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

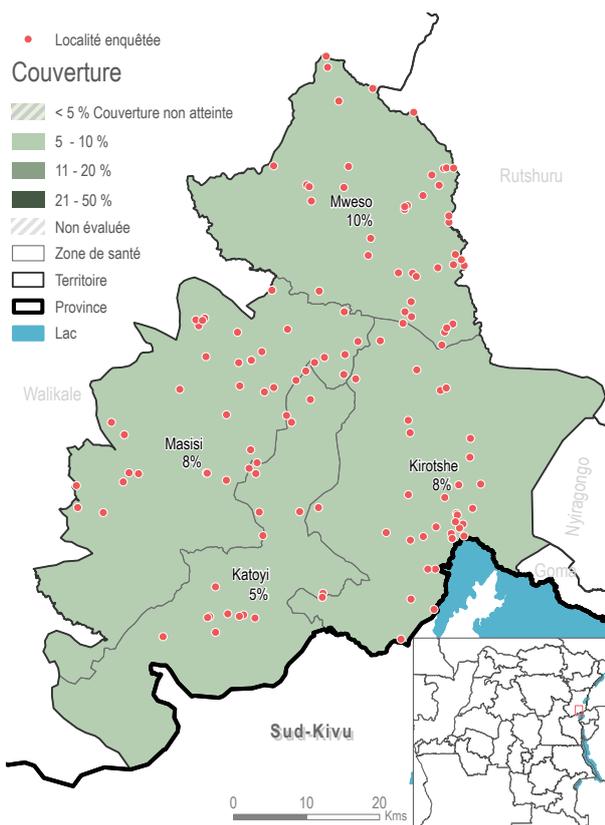
La dégradation de la situation sécuritaire rapportée par les IC au cours du mois précédant la collecte des données dans le territoire de Masisi, était à l'origine du mouvement de personnes déplacées internes (PDI)¹. Parmi les 4 ZS évaluées, les plus affectées étaient les ZS de Mweso et de Masisi.

Les besoins prioritaire d'intervention humanitaire étaient rapportés, en ordre prioritaire, la nourriture suivi des Articles Ménagers Essentiels ou d'hygiène et d'une réponse en eau.

-  **93%** où la présence de PDI a été rapportée
-  **79%** où l'arrivée de personnes déplacées dans la localité a eu un impact négatif sur les ressources alimentaires disponibles
-  **77%** où la majorité de la population avait des services de santé fonctionnels accessibles en moins d'une heure de marche
-  **88%** où la majorité de la population de la localité ne se sentait pas en sécurité la majorité du temps
-  **91%** où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée
-  **47%** où les frais scolaires trop chers était une des principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles en âge d'être scolarisées
-  **95%** où la population autochtone vivait dans des abris traditionnels (paille, bois, etc)

* en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



CONTEXTE

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis en place un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu dans les ZS de Mweso, Katoyi, Kirotshé et Masisi du 01 au 13 novembre, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur **352 enquêtes conduites auprès d'informateurs clés (IC) dans 137 localités réparties dans les 4 ZS du territoire de Masisi**. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance approfondie et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en page 8.

📊 NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une **période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

1. Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

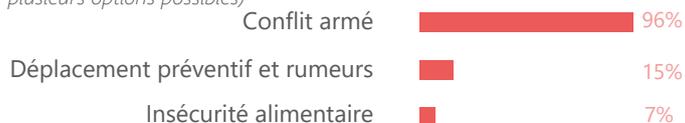
Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **94%** des localités évaluées, la population a été affectée par un choc, ayant entraîné un large départ de plus de la moitié de la population dans **89%** des localités concernées. La population hôte était présente dans **95%** des localités évaluées et représentait le groupe de population majoritaire dans **49%** de celles-ci. La présence de personnes réfugiées ou rapatriées n'a été signalée dans aucune localité par les IC.

Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **93%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Ces PDI représentaient le groupe de population majoritaire dans **14%** des localités concernées. Dans **63%** des localités concernées, il a été rapporté que les PDI avaient choisi cette localité car des membres de leur famille y étaient déjà présents. L'amélioration de la sécurité dans la localité d'origine a été rapportée comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci dans **95%** des localités concernées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées, 130 localités concernées, plusieurs options possibles)

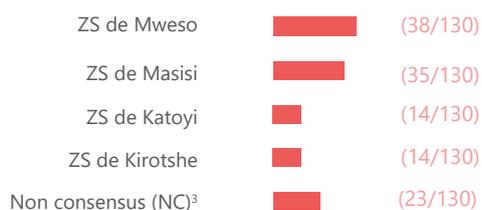


Types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées : (130 localités concernées - plusieurs options possibles)



Dans **79%** des localités concernées, l'arrivée de personnes déplacées, retournées ou rapatriées a eu un fort impact sur les ressources alimentaires disponibles, selon les IC. Malgré cela, la communauté hôte était prête à assister les PDI aussi longtemps que nécessaire dans **59%** des localités concernées.

ZS d'origine de la majorité PDI, en nombre de localités évaluées, top 5 :



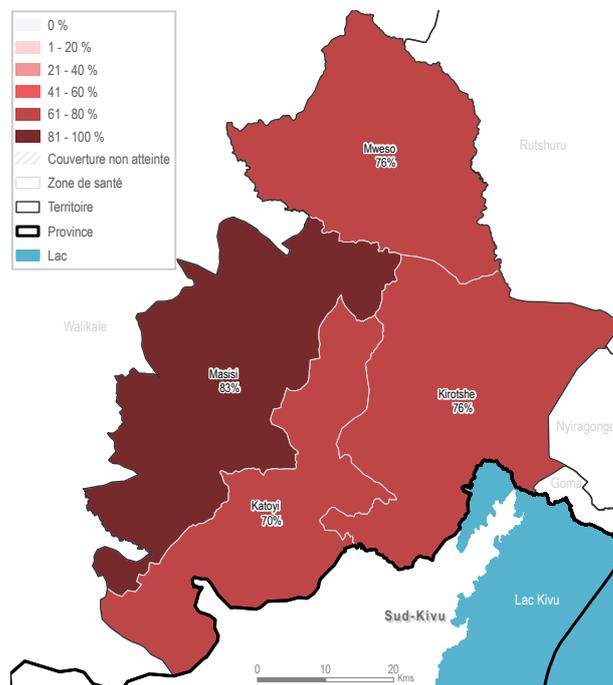
Personnes retournées

La présence de personnes retournées¹ a été rapportée dans **72%** des localités évaluées au cours du mois précédant la collecte de données. Ces retours concernaient les localités des 4 ZS évaluées dans des proportions similaires d'après les IC.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées : (117 localités concernées - plusieurs options possibles)



% de localités évaluées avec l'arrivée d'au moins 10 ménages de PDI au cours du mois précédant la collecte des données, par ZS : (127 localités concernées)



Les mouvements de population au cours de 30 derniers jours précédant la collecte dans le territoire de Masisi, étaient en grande partie provoqués par les violences des groupes armés. Ces affrontements ont causé dans **80%** des localités évaluées, un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués ou blessés selon les IC.

1. Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.

2. La réponse NC n'a pas été prise en compte.

3. Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).



Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'accès à la nourriture semblait critique au cours du mois précédant la collecte de données dans les localités évaluées du territoire de Masisi avec seulement **4%** des localités concernées qui ont rapporté l'accès à suffisamment de nourriture pour plus de la moitié de la population. Face à ces difficultés d'accès à la nourriture, plusieurs ménages ont adopté des stratégies dont les plus fréquemment rapportées étaient la diminution du nombre de repas journaliers (**55%**), l'emprunt de nourriture ou d'argent auprès d'un ami ou un parent (**37%**) ou encore demander de la nourriture ou de l'argent auprès de personnes non-apparentées (**35%**) d'après les IC.

Différentes stratégies d'adaptation utilisées par la majorité des ménages pour faire face au manque de la nourriture, par ZS :

Stratégies d'adaptation	ZS de Masisi	ZS de Mweso	ZS de Katoyi	ZS de Kirotshe
Diminuer le nombre de repas par jour et /ou les quantités de nourriture par repas	53%	50%	42%	67%
Emprunt de nourriture ou d'argent auprès d'un ami ou un parent	28%	45%	38%	40%
Demander de la nourriture ou de l'argent auprès de personnes non-apparentées	37%	39%	29%	31%
Consommer des semences destinées à la prochaine saison ou récolter des cultures pas encore mûres	26%	16%	19%	37%
Acheter de la nourriture avec de l'argent emprunté	28%	16%	33%	3%
Cueillir des aliments sauvages	7%	21%	10%	9%
Envoi de membres de la famille vers des camps de déplacement pour obtenir de l'aide	9%	3%	19%	6%
Recours à la prostitution	14%	0%	5%	6%
Envoyer les enfants manger chez des voisins	12%	8%	10%	9%
Vendre des biens de sa maison	9%	5%	5%	11%
Abattre son propre bétail consacré à une activité économique	0%	3%	10%	3%

Proportion rapportée des ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées :

Plus de la moitié (Entre 51 et 75%)	■	4%
Moins de la moitié (Entre 25 et 50%)	■	48%
Très peu (moins de 25%)	■	31%
Aucun (0%)	■	1%
NC ²	■	16%

Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées - plusieurs options possibles)

Agriculture	■	99%
Travail journalier	■	53%
Petit commerce	■	45%

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées¹ :

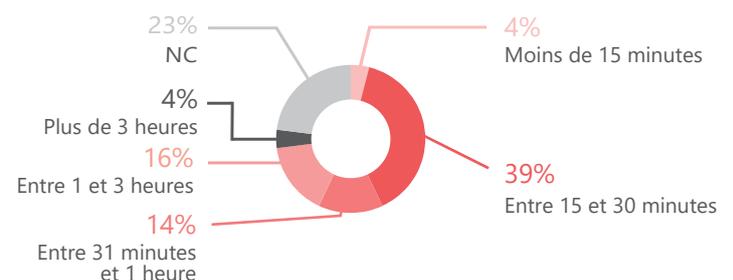
	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	1%	3%	23%
Accès aux terres non sécurisé, criminalité et / ou conflits armés dans la zone	63%	7%	1%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	6%	26%	3%
Manque de semences et / ou d'outils	7%	9%	24%
Vols ou pillages des cultures	1%	13%	6%
NC	19%	34%	33%

Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :

(3 réponses les plus souvent citées)

Produits trop chers	■	39%
Accès dangereux	■	15%
Marché trop éloigné	■	15%

Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :



Proportion rapportée de ménages ayant pratiqué l'agriculture, en % de localités évaluées :

Une large majorité (Entre 75 et 100%)	■	12%
Plus de la moitié (Entre 51 et 74%)	■	32%
Moins de la moitié (Entre 25 et 50%)	■	24%
Très peu (moins de 25%)	■	4%
Aucun (0%)	■	2%
NC	■	26%

1. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

2. Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

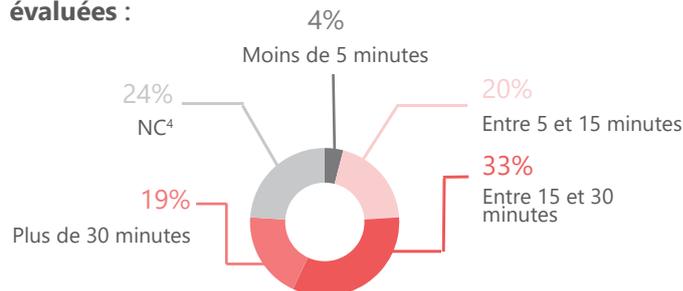
Principale source d'eau utilisée par la population pour boire, en % des localités évaluées :



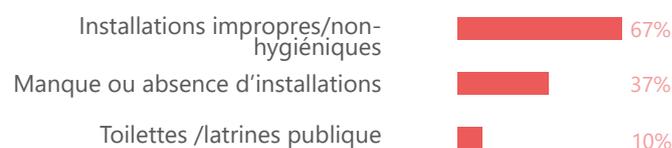
Difficultés³ rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	9%	24%	46%
Nombre insuffisant de points d'eau	31%	8%	4%
Manque de récipients	9%	19%	6%
Mauvaise qualité de l'eau (pas potable ou mauvais goût)	9%	17%	8%
Point d'eau principal trop éloigné/difficile d'accès	8%	5%	3%
Point d'eau non-fonctionnel	1%	5%	3%
NC ⁴	30%	20%	28%

Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées :



Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires / latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées)



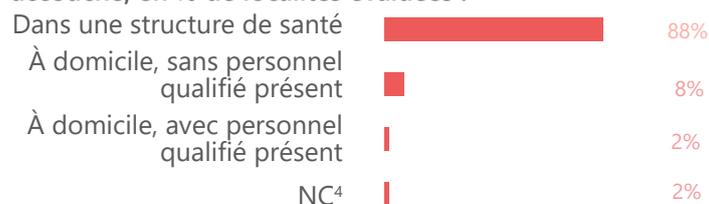
Selon les IC, dans **91%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques pour faire leurs besoins. Les principaux problèmes d'assainissement les plus souvent observés autour des ménages des localités enquêtées rapportés par les IC étaient les eaux stagnantes (**60%**) suivis de la présence de matières fécales (**55%**) et des déchets solides domestiques (**43%**).

Parallèlement, la majorité de la population ne disposait pas de savon et / ou de système fonctionnel de lavage des mains dans **95%** des localités évaluées.

Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins dans **75%** des localités évaluées. Dans **77%** des localités évaluées, la majorité de la population pouvait se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. La majorité de la population ne disposait pas de moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, dans **65%** des localités évaluées.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes ont accouché, en % de localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées³ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	8%	27%	28%
Coût des soins trop élevé (Soins, médicaments, etc)	31%	11%	4%
Manque de médicaments et / ou de matériel médical disponible	10%	18%	13%
Qualité insuffisante des soins fournis	2%	11%	26%
Structures de santé trop éloignées	15%	0%	0%
Manque de personnel qualifié	1%	2%	11%
Insécurité pour se rendre dans les structures de santé	5%	9%	0%
NC ⁴	26%	16%	13%

1. Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/échoppe/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

2. Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

3. Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 10% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

4. Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

Protection

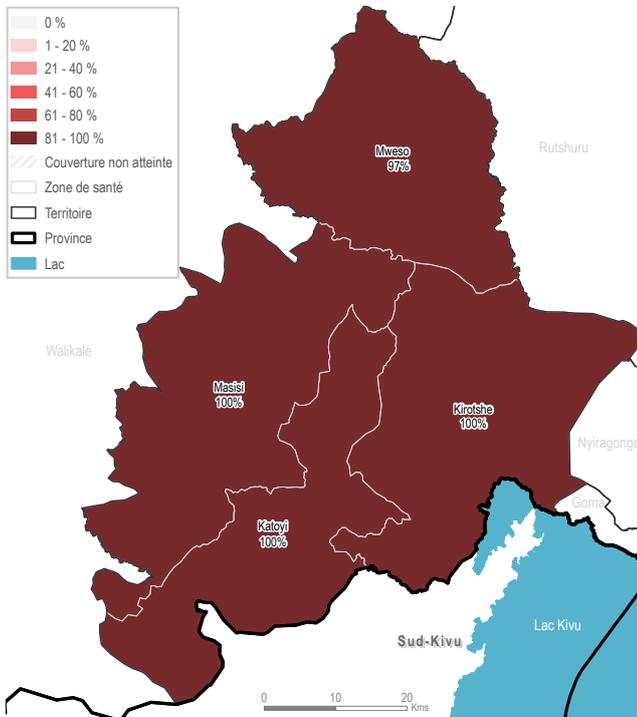
Dans 88% des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

Dans **80%** des localités évaluées, il y a eu au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils ont été tués, incidents principalement dus aux exactions des groupes armés et criminalités (**65%**) et aux affrontements / combats armés (**56%**). Dans **91%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'au moins un incident a été marqué par au moins une habitation ayant été pillée/incendiée/détruite.

Selon les IC, la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement dans **76%** des localités évaluées. Pour **99%** de ces localités, l'insécurité était rapportée par les IC comme raison limitant les mouvements de la majorité de la population. Par ailleurs, les IC ont rapporté la présence de restes d'explosifs de guerre dans **69%** des localités évaluées.

La présence de mineurs non-accompagnés a été signalée dans **91%** des localités évaluées. Dans **46%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique.

Localités évaluées où la crainte en termes de sécurité empêchait la population de se déplacer librement, en % de localités évaluées : (104 localités concernées)



Dans 51% des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc) de gestion de plaintes et / ou de médiation auquel se référer.

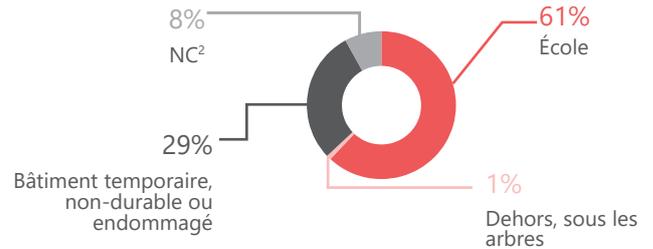
1. Très peu : moins de 25%.
 Un peu moins de la moitié : Entre 25% et 50%.
 Plus de la moitié : Entre 51% et 75%.
 Une large majorité : Entre 75% et 99%.
 2. Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

Éducation

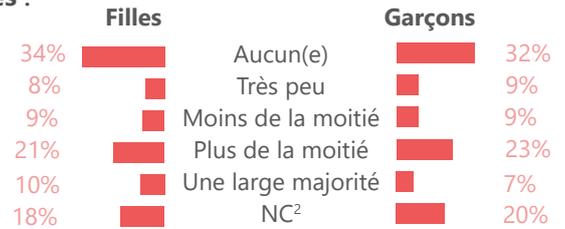
Dans **61%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants.

Principal type de lieu utilisé pour l'éducation de la majorité des enfants (6-11 ans) ayant accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées :

(168 localités concernées)



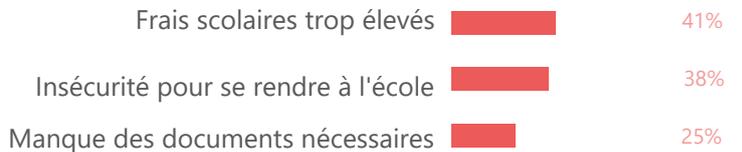
Proportion¹ des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées :



Dans **61%** des localités évaluées, une école secondaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des adolescent.es.

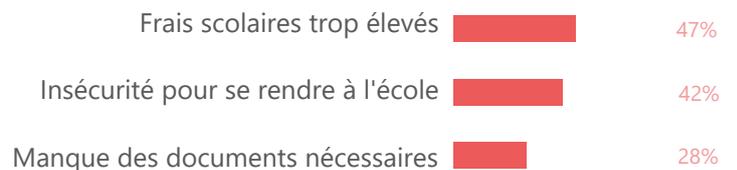
Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des garçons en âge d'être scolarisés, en % de localités évaluées :

(3 réponses les plus souvent citées)



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles en âge d'être scolarisées, en % de localités évaluées :

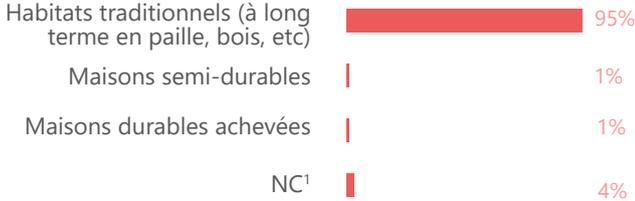
(3 réponses les plus souvent citées)



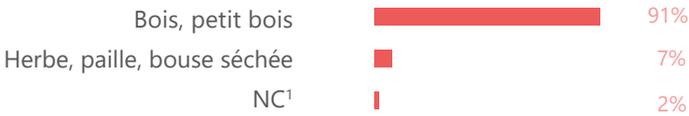
Abris

Dans **85%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone / hôte ne disposait pas de support de couchage et de couvertures. Cette proportion montait à **98%** pour les personnes déplacées (PDI et / ou retournées).

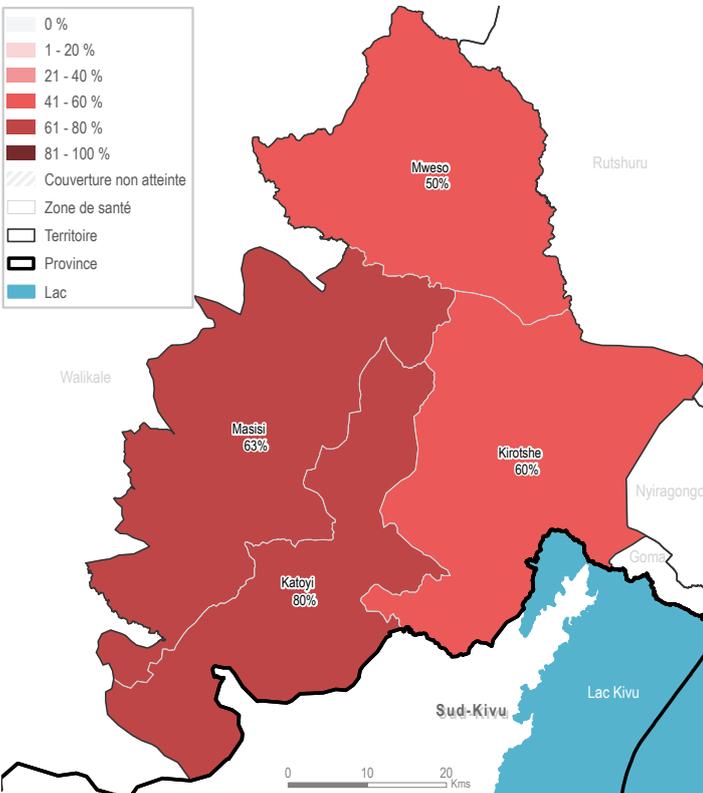
Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone / hôte, en % de localités évaluées :



Principal type de combustible utilisé pour cuisiner et se chauffer par la majorité de la population, en % de localités évaluées :



% des localités évaluées où l'aide humanitaire était perçue comme n'ayant pas répondu suffisamment à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires, par ZS : (70 localités concernées)

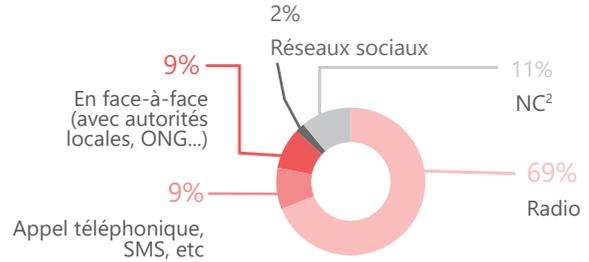


1. Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

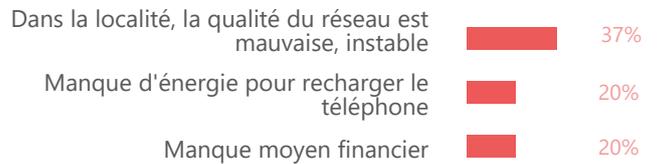
2. Les IC indiquaient successivement les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.

Redevabilité et communication

Moyen préféré pour recevoir des informations selon les IC, en % de localités évaluées :



Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées, plusieurs options possibles)



Dans **37%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **32%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique n'était pas fonctionnelle, de manière continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Dans **22%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 mois précédant la collecte de données. Parmi les **30** localités concernées, la perception était que l'aide fournie n'avait pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**63%**) et était jugée insuffisante en quantité dans **50%** des localités évaluées.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance², en % de localités évaluées :

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	57%	6%	9%
Articles Ménagers Essentiels ou d'Hygiène (casserolles, bidons, habits, etc)	1%	16%	17%
Eau	4%	10%	6%
Soins médicaux	5%	6%	8%
Rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine ou celle de déplacement	5%	4%	6%
Accès à des moyens financiers (cash)	1%	7%	6%
Semences et / ou outils aratoires	1%	8%	1%
Soutien en matière d'abris	1%	5%	2%

Analyse comparative de la situation humanitaire entre avril et novembre 2023 des ZS de Masisi, Kirotshé et Mweso¹

Déplacement

En avril, l'arrivée des personnes déplacées internes (PDI) avait été signalée dans 71% des localités évaluées de Kirotshé et 64% et 77% respectivement pour les localités évaluées de Masisi et Mweso, selon les IC. **Une hausse avait été observée en novembre 2023, où des PDI ont été signalés dans 94% des localités évaluées de Kirotshé et 93% et 89% des localités évaluées de Masisi et Mweso.** Les raisons du départ des PDI depuis leur localité d'origine dans ces deux périodes étaient liées **aux conflits armés dans le territoire de Masisi.**

Ces déplacements à travers le territoire ont eu un impact majeur sur les ressources alimentaires disponibles, selon les rapports des IC. **En avril, l'arrivée des PDI aurait impacté fortement les ressources alimentaires disponibles dans les localités de Kirotshé (68%), de Masisi (71%) et de Mweso (87%). La situation a continué à se détériorer en novembre pour les ZS de Kirotshé (81%) et de Masisi (73%), avec une légère amélioration pour la ZS de Mweso (84%).** En avril, 84% des localités évaluées de Kirotshé et 75% et 88% dans les ZS de Masisi et Mweso indiquaient que la communauté d'accueil était prête à assister les PDI aussi longtemps que nécessaire. **Cependant, cette disposition a diminué en novembre, avec 65%, 67% et 54% des localités concernées respectivement dans les ZS de Kirotshé, Masisi et Mweso dans lesquelles la communauté était prête à assister les PDI.**

Sécurité Alimentaire

En novembre, seulement 9% et 3% des localités évaluées dans les ZS de Masisi et Mweso avaient signalé avoir accès à une quantité suffisante de nourriture, tandis que dans la ZS de Kirotshé, aucune localité n'avait rapporté un accès suffisant. En avril, la situation était moins alarmante, avec 18%, 27%, et 14% des localités évaluées dans les ZS de Kirotshé, Masisi et Mweso indiquant avoir accès à une quantité suffisante de nourriture. Les stratégies d'adaptation des ménages au manque de nourriture étaient similaires pendant les deux périodes évaluées, impliquant la réduction du nombre de repas et l'emprunt d'argent auprès de proches.

EHA

En avril, la situation en matière d'EHA semblait précaire, et elle s'est détériorée depuis novembre. À cette époque, respectivement 31%, 15%, et 10% des localités des ZS de Kirotshé, Masisi et Mweso utilisaient l'eau de surface comme source d'eau. En novembre, ces proportions avaient augmenté dans les ZS de Masisi (26%) et Mweso (18%), tout en restant inchangées dans la ZS de Kirotshé. **Les problèmes d'accès aux installations sanitaires/latrines avaient également augmenté depuis avril. En novembre 100% des localités dans la ZS de Kirotshé, 88% dans la ZS de Masisi, et 89% dans la ZS de Mweso signalaient des installations non hygiéniques, comparé à 77%, 88%, et 73% respectivement en avril.**

Abris

En avril, dans les ZS Kirotshé (58%), Masisi (48%) et Mweso (69%) des localités évaluées avaient rapporté que le principal type d'habitation utilisé par la population autochtone/hôte était des habitats traditionnels. En novembre, cette proportion est passée à 94% dans la ZS de Kirotshé et 95% dans les deux ZS de Masisi et Mweso. Dans les ZS de Kirotshé, Masisi et Mweso respectivement 86%, 100% et 96% des localités évaluées en avril, la majorité de la population déplacée (PDI et/ou retournée) ne disposait pas de supports de couchage et de couvertures. **En novembre, cette proportion a augmenté, avec 100% des localités dans les trois ZS signalant l'absence de supports de couchage pour les personnes déplacées (PDI et/ou retournées).**

Protection

La préoccupation liée au sentiment d'insécurité persistait dans toutes les localités évaluées, avec des chiffres passant, en avril, de 96% pour la ZS de Kirotshé, 88% pour la ZS de Masisi, et 97% pour la ZS de Mweso, à 91%, 86%, et 95% respectivement en novembre. Quant à la présence de mineurs non accompagnés, elle demeurait stable entre avril (82%, 94%, et 93% pour les ZS de Kirotshé, Masisi, et Mweso) et novembre (91%, 88%, et 95% respectivement).

Éducation

En avril, la principale raison limitant l'accès des garçons à l'éducation était l'insécurité pour se rendre à l'école dans les trois ZS de Kirotshé (36%), Masisi (39%) et Mweso (40%). En novembre, des tendances similaires ont été observées avec 34% dans la ZS de Kirotshé, 35% et 55% dans les ZS de Masisi et Mweso. En ce qui concerne les filles, l'insécurité pour se rendre à l'école est restée la principale difficulté mais avait augmentée en novembre dans les ZS de Kirotshé (43%) et Mweso (58%) comparée à avril à Kirotshé (26%) et à Mweso (40%). Dans le cas de Masisi il y a eu une légère diminution avec 40% des localités évaluées rapportant ce problème, contre 42% en avril.

Santé

L'accès aux services de santé avait maintenu une stabilité relative dans les zones sanitaires de Kirotshé et Masisi, restant respectivement à 64% et 70% en avril. À Mweso, une amélioration avait été constatée, passant de 77% à 87% d'avril à novembre. La principale problématique persistante demeurait le coût élevé des soins, touchant 30% à Mweso, 27% à Masisi, et 28% à Kirotshé en avril, puis 34%, 26%, et 34% en novembre pour Kirotshé, Masisi, et Mweso.

¹ Pour les deux évaluations d'avril et de novembre les résultats ont été rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 5% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées).

Profils des IC enquêtés.es

La profession des IC est : (4 réponses les plus souvent citées)

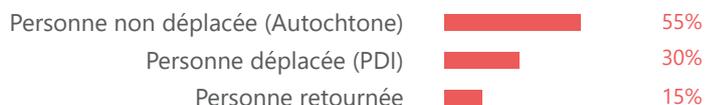


352 IC



61% Hommes
39% Femmes

Le statut de déplacement des IC est :



Méthodologie

Le projet de Suivi de la situation humanitaire mis en oeuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de références](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce document pour chaque indicateur portent sur la période de rappel de 30

jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par ZS.
- Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

À l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 5% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

Publications HSM

Sud-Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Nord-Kivu, Octobre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Septembre 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Avril 2023	Fiche d'information
Sud-Kivu, Avril 2023	Fiche d'information
Nord-Kivu, Avril 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Mars 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Février 2023	Fiche d'information
Ituri, Février 2023	Fiche d'information
Nord-Kivu, Février 2023	Fiche d'information
Tanganyika, Janvier 2023	Fiche d'information
Sud-Kivu, Janvier 2023	Fiche d'information

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).